

6 novembre 2007

Mandat donné à la CRÉ

Le ministère de la Famille et des Aînés veut connaître les besoins en service de garde dans la région.

Le gouvernement a donc demandé à la Conférence régionale des élus de planifier les services de garde à offrir sur le territoire de la Gaspésie et des Îles.

À plusieurs endroits, le besoin de places à contribution réduite est criant.

C'est le cas notamment à Murdochville où la Société de développement économique de l'endroit a fourni une maison pour l'implantation d'une garderie maintenant en fonction. Au prix de 20 dollars par jour par enfant, les parents n'ont qu'à défrayer les coûts pour le salaire de la technicienne en service de garde ainsi que pour le repas du midi et les collations. Ce service était jugé nécessaire puisque moins d'une dizaine de places à contributions réduites sont offertes et que la ville comptait 17 nouveaux-nés l'an dernier.

Le directeur général de la Conférence régionale des élus, Gilbert Scantland, explique que les besoins seront évalués de même que les initiatives régionales.

Par ailleurs, le gouvernement fera connaître sous peu combien de nouvelles places à contribution réduite il accorde à la région. [CIEU-FM](#)

Industrie forestière

Le pire encore à venir

La crise forestière serait loin d'être terminée, selon les analystes. L'année 2008 pourrait être encore plus difficile pour les industriels du bois d'oeuvre.

La construction est en chute libre aux États-Unis depuis près d'un an maintenant. Conséquemment, la demande de bois d'oeuvre canadien a diminué considérablement. La vigueur du huard comparativement à la devise américaine rend la situation encore plus difficile pour les exportateurs canadiens de bois.

Les experts, comme l'enseignant en politique forestière de l'Université Laval Luc Bouthiller, prévoient que le secteur de construction domiciliaire aux États-Unis ne s'améliorera pas au cours des 12 prochains mois. Le professeur Bouthiller s'attend, dans ce contexte, à la fermeture définitive de plusieurs usines d'ici l'an prochain.

Luc Bouthiller entrevoit tout de même une reprise temporaire en 2009, lorsque le nombre de transformateurs aura diminué et que la construction connaîtra un regain aux États-Unis. « Même avec une situation où le dollar serait au pair, on risque de tomber dans une situation où il va y avoir pénurie de bois d'oeuvre. Pour une brève période de temps, entre 6 et 18 mois, cette pénurie pourrait pousser les prix à la hausse », analyse le spécialiste de l'Université Laval.

Ce dernier évalue que le prix du bois pourrait alors atteindre 600 \$ pour 1000 pieds. Il est présentement de 220 \$. [Radio-Canada](#)

Bloc québécois

Jean-Pierre Blackburn vivement critiqué

Réunis lundi à Baie-Comeau, les députés du Bloc Québécois de la Côte-Nord, de la Gaspésie et du Bas-St-Laurent ont fustigé l'attitude du ministre responsable de Développement économique Canada (DEC), Jean-Pierre Blackburn, envers les régions.

Les députés bloquistes accusent le ministre et le gouvernement conservateur de faire de la politique avec les programmes de subventions destinés au développement régional. Le ministre Blackburn a en effet retiré le pouvoir d'octroyer des subventions de moins de 100 000 \$ aux directeurs régionaux de DEC. Tout est revu par le ministre.

Pour le député bloquiste de Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup, Paul Crête, le ministre a carrément politisé le dossier. « On a un appareillage de gens compétents dont, en fin de compte, les compétences ne sont pas utilisées et ça, c'est nuisible aux régions aussi », estime-t-il.

Il y a pire encore selon les députés du Bloc. Celui de la Gaspésie et des Îles, Raynald Blais fait valoir qu'il n'y a plus de fonds disponibles pour sa région jusqu'à la fin mars 2008. Le ministre Blackburn a supprimé les budgets sectoriels réservés aux pêcheries et à la forêt.

Les sommes allouées auparavant à ce type d'aide, une quinzaine de millions pour les pêches et un peu plus pour la forêt, ont été intégrées au budget global de DEC. La mesure touche de plein fouet des régions comme la Côte-Nord et la Gaspésie où ces industries prédominent.

Les députés bloquistes des régions de l'Est du Québec soulignent que la mesure favorise les grands centres urbains, d'où émanent de nombreuses demandes financières adressées à DEC, au détriment des petites régions éloignées. [Radio-Canada](#)

Algue didymo

Le problème persiste

La prévention et le nettoyage des bottes et articles de pêche seront toujours de mise l'an prochain pour les pêcheurs de saumon de l'Est du Québec.

La mesure a été mise en place l'an dernier afin de contrer la prolifération de l'algue didymo. La présence de cette espèce envahissante a de nouveau été détectée cet été dans six rivières de la Gaspésie.

En plus des rivières Patapédia, Matapédia, Nouvelles et Cascapédia où la présence de l'algue avait déjà été repérée, le ministère de l'Environnement a découvert que la

plante était présente dans deux autres cours d'eau. La rivière Humqui a été légèrement contaminée ainsi qu'un petit affluent de la Restigouche, la rivière Kedgwick.

Le mois prochain, le ministère réunira les différents partenaires régionaux touchés par la prolifération de l'algue didymo. Un nouveau plan de lutte sera mis en place pour contrer la prolifération de cette espèce envahissante, dont les biologistes connaissent peu de choses.

La priorité du ministère demeure la sensibilisation des pêcheurs qui doivent nettoyer leur équipement et effectuer un examen visuel de leur embarcation afin d'éviter d'étendre le problème à d'autres rivières. La mission s'annonce déjà ardue. Plusieurs gestionnaires de rivières à saumon rapportent que les pêcheurs semblent prendre le problème à la légère.

L'algue Didymo est une algue microscopique caractérisée par le fait qu'elle s'attache fortement, grâce à une tige, aux roches, aux plantes ou tout autre surface, telle une coque de bateau. L'algue forme un tapis à la texture de laine mouillée qui peut avoir l'apparence de papier hygiénique. L'algue vit bien en eaux froides. Les experts craignent que sa prolifération vienne perturber l'alimentation des saumons ainsi que la faune et la flore des rivières. Elle n'est pas dangereuse pour la santé. [Radio-Canada](#)

Compostage à la ferme, 6 municipalités participent

Le Conseil Régional de l'Environnement de la Gaspésie pilote ce projet pour une 2^{ième} année. L'an passé, près de 40 tonnes de résidus verts ont été détournés des sites d'enfouissement.

Jean-François Henry, chargé de projet, Conseil Régional de l'Environnement: "Les municipalités qui participent sont Hope, Paspébiac, Bonaventure, Carleton, Escuminac et Matapédia."

L'exercice a pour but de réduire les matières résiduelles qui entrent dans les sites d'enfouissement en vue de l'installation du Lieu d'Enfouissement Technique à St-Alphonse. Le projet co-compostage à la ferme en est à sa 2^{ième} année. Les municipalités participantes se sont engagées à faire une collecte porte-à-porte des résidus verts et de les acheminer chez un producteur agricole pré-déterminé.

Jean-François Henry: "On parle de feuilles, les résidus verts, les légumes avariés, les gazons. On ne demande aussi de ne pas mettre de branches."

Cette année, 6 municipalités sur 27 ont accepté l'offre du Conseil Régional de l'Environnement, contrairement à 5 l'an dernier. Pourtant, l'expérience avait été concluante. Quarante tonnes de résidus verts ont été détournés des sites d'enfouissement la première année.

Clément Arsenault, producteur agricole: "Je mets ça dans ma fosse à fumier."

Les propriétaires de la ferme laitière Cap Rouge de Bonaventure participent à

l'expérience depuis le début. Ils croient au projet s'ils ont l'appui des municipalités.

Clément Arsenault: "Je ne tiens pas à ce que tout le monde vienne ici à tous les deux jours me porter un voyage de feuilles. Si ça peut rester comme le projet est fait là. Une fois à l'automne la municipalité s'occupe de ramasser les feuilles et c'est moi qui entrepose les feuilles que je vais composter au courant de l'année."

Les autres municipalités n'y participent pas pour plusieurs facteurs. New Richmond n'était pas prête et Maria préfère être autonome et faire 2 collectes par année et surtout d'utiliser le compost qu'elle produit aux fins de la municipalité. **CHAU-TVA**

Bilan des inondations en Gaspésie

Le dernier bilan des inondations de la fin de semaine en Gaspésie, dressé par les municipalités, parle de 25 résidences inondées à Newport.

Deux familles n'ont toujours pas regagné leur foyer. À Grande-Rivière, 54 résidences inondées, 3 familles ont été relocalisées à l'hôtel.

A Percé, une dizaine de commerces ont été inondées. Le système d'approvisionnement en eau potable est toujours déficient et un avis de faire bouillir l'eau avant de la consommer reste en vigueur, à Percé.

Du côté de Rivière-au-Renard, 3 résidences ont eu des inondations mineures dans leur sous-sol.

La Sécurité publique tiendra, demain mercredi, des séances d'information pour les sinistrés de Newport, Grande-Rivière et Percé. **CHAU-TVA**

Nicole Appelby critiquée pour la gestion du Centre de ski Pin rouge

Tout va bien à Pin Rouge. C'est ce qu'affirme la mairesse de New Richmond, même si 2 membres du conseil d'administration du centre de ski viennent de démissionner. Puis l'ex-directeur, Daniel Bouchard, n'est pas du même avis. Nicole Appleby a fait le point à la séance régulière du conseil municipal.

Nicole Appleby, mairesse de New Richmond: "Ce n'est pas vrai qu'on va mettre la ville dans la dèche. Quand j'entends sur les ondes un directeur qui est parti pour mille raisons et qu'il vient essayer de nous planter après..."

Madame Appleby fait ici référence aux affirmations de l'ex-directeur, Daniel Bouchard. Ce dernier a quitté après avoir dirigé la station de ski Pin rouge pendant un an, y compris pendant le début du chantier. Il est parti parce qu'il ne croit pas que Pin rouge sera rentable après avoir été transformé en centre récréotouristique, au coût 12 millions de dollars. Il reproche à la mairesse de trop s'en mêler.

Daniel Bouchard, ex-directeur général Pin Rouge: "C'est sûr que moi je n'aimais pas travailler avec. Ça c'est certain. Je peux dire ça aussi que c'est un conflit de personnalité parce que c'est une personne extrêmement détestable à travailler. Je ne

crois pas au projet. Je trouve ça trop dispendieux. Je trouve ça géré par une seule personne."

Nicole Appleby, mairesse de New Richmond: "Demandez-vous donc pourquoi un directeur revient à la charge..."

Madame Appleby nie ces allégations et évoque les exigences du gouvernement pour appuyer ses affirmations. L'embauche d'un nouveau chargé de projet et un nouveau directeur financier ont déplu à monsieur Bouchard. La mairesse maintient qu'elle continuera de contrôler, n'en déplaie à certaines personnes.

Nicole Appleby, mairesse New Richmond: "On me dit que je contrôle. Vous avez entendu ça sur les ondes que la mairesse, elle veut contrôler. Bien je regrette, c'est ma job."

Patrick Lajoie dirige Pin Rouge depuis un mois, mais il va quitter pour les fins de sa propre compagnie. Contrairement à monsieur Bouchard, il croit au projet.

Patrick Lajoie, directeur de Pin Rouge: "Tout le monde veut cet argent-là. Toutes les 88 stations courent après cet argent-là. Vous l'avez. C'est certain que la ville doit mettre de l'argent pour le partir et c'est certain que ça va coûter de l'argent de mettre ce projet en branle les premières années. Mais toutes les stations de ski courent après ça et vous l'avez donc c'est Wow."

Le déficit de la station de ski s'élèverait, à la dernière année financière, à 208 mille dollars. La mairesse estime que ce déficit sera résorbé dans environ 3 ans. La direction de la ville prévoit qu'un nouveau directeur entrera en poste d'ici 2 semaines.

CHAU-TVA

25 000\$

La ville de Bonaventure prévoit compléter la présente année avec un léger surplus financier.

Le conseil municipal mise sur un excédent de 25 mille dollars au 31 décembre prochain.

Le maire de Bonaventure, Serge Arseneault ne pavoise pas pour autant. Il mentionne que 25 mille dollars c'est bien peu quand on l'applique sur un budget global de 3 millions 300 mille dollars. De plus, il suffirait de presque rien pour que ce surplus anticipé s'envole en fumée.

Depuis le début de 2007, la ville de Bonaventure a dû composer avec quelques bris d'équipements qui ont entraîné des frais de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Par contre, les revenus de taxes ont également été plus élevés qu'anticipé.

En 2006, la ville avait enregistré un excédent des revenus sur les dépenses de l'ordre de 43 mille dollars. Au total, Bonaventure peut compter sur un surplus cumulé qui frôle les 400 mille dollars. **CIEU-FM**

Le Réseau Express rejette la proposition de relance de Pêcheries Norpro 2000

ILES-DE-LA-MADELEINE - Le Réseau Express, formé des experts financiers du gouvernement Charest, rejette la nouvelle proposition de relance de Pêcheries Norpro 2000, aux Iles-de-la-Madeleine.

L'entreprise demande un prêt gouvernemental de 700 000 \$, assorti notamment d'une injection de 80 000 \$ de la part de ses actionnaires et d'un changement de garde à sa direction générale.

Norpro aurait aussi payé immédiatement 60 pour cent de sa dette aux principaux créanciers et converti la balance en actions privilégiées jusqu'à son remboursement complet.

Son directeur-adjoint, Léon Jomphe, ne cache pas sa déception devant le nouveau refus du Réseau Express. Il croit que Pêcheries Norpro 2000 est victime d'un règlement de compte politique.

Les dirigeants de Pêcheries Norpro, dont dépendent une centaine d'emplois en usine, demandent maintenant une rencontre d'urgence avec la vice-première ministre et ministre responsable de la région, Nathalie Normandeau, de même qu'avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laurent Lessard. **Le Devoir**